



Staff association of the European Commission

Open letter to Mr Stephen Quest, Director-General for Human Resources

DUTY OF CARE AND HEARING HEALTH RISKS

SHIFTING GEARS

Brussels, February 2nd 2026

FR

Dear Director-General, Dear Mr. Quest,

We wish to draw your attention, in a constructive and forward-looking spirit, to the institution's duty of care towards interpreters, and in particular to the protection of their hearing health — a recognised and well-documented occupational risk in conference interpreting.

Interpreters contribute daily to the effective functioning of the institution in working environments that are evolving rapidly — in person, hybrid and remote — and that involve exposure to sound which can be unpredictable, cumulative and, over time, liable to result in both acute and progressive hearing impairment. Occupational health experience shows that such risks may materialise even in the absence of a clearly identifiable technical incident, which calls for a **preventive and anticipatory approach**.

It is in this spirit of prevention and shared responsibility that we wish to raise several methodological concerns regarding the risk analysis currently being conducted by Modyva. Addressing these limitations at this stage would, we believe, be in the institution's best interest, by allowing potential problems to be anticipated early and reducing the risk of a more visible occupational health issue emerging later.

First, the analysis gives insufficient consideration to the non-specific and often progressive nature of auditory and cognitive disorders associated with digital sound exposure. These pathologies are difficult to detect and quantify, particularly when they develop cumulatively or sub clinically. An observation period limited to four weeks is unlikely to capture such effects, despite their extensive documentation in the hearing-health literature and therefore carries a risk of under-detection.

Second, the methodology does not include any structured, quantifiable assessment of interpreters' perceived health status. This is a significant gap, as risks linked to platform-based interpreting frequently manifest initially through subjective symptoms. These cannot be adequately assessed and quantified

without validated questionnaires and are not captured by a focus limited to traditional acoustic parameters alone.

Third, the exclusively prospective design of the analysis, initiated only after exposure-limitation measures were introduced, makes it difficult to establish meaningful baseline conditions. Without accounting for prior exposure and initial health status, it is not possible to determine with confidence whether current measures are effective or whether impairments may already have occurred without being formally identified.

Taken together, these elements substantially limit the conclusions that can reasonably be drawn from the analysis. In particular, the absence of detected effects under such conditions should not be interpreted as evidence that no risk exists. As is well established in occupational health, absence of evidence of harm is not evidence of absence of harm. Under such conditions, its results cannot be regarded as robust, reproducible or sufficiently credible to inform policy decisions in the field of occupational health and prevention. Exposure limitation measures should not be relaxed, especially bearing in mind that there have been no significant advances in sound quality and approved microphones are not a condition sine qua non for provision of interpretation services.

In this context, the precautionary principle is especially relevant. Occupational health history provides multiple examples of risks whose consequences only became fully apparent after prolonged exposure and the passage of time, often because early signals were diffuse, difficult to quantify, or insufficiently integrated into risk assessments. These lessons underscore the importance of addressing potential harm proactively

rather than retrospectively, and of ensuring that emerging risks are not inadvertently normalised simply because they are not immediately measurable.

We are convinced that a more comprehensive and collaborative approach — integrating longer observation periods, validated subjective indicators and historical exposure data together with the results of the COMPRESSED investigation project underway at the Pasteur Institute — would strengthen the institution's ability to meet its duty of care while ensuring the sustainable use of new technologies. **We stand ready to contribute constructively to such an approach.**

Respectfully Yours,

Raúl Trujillo

TAO-the Independents

President

José-Armando Tindon

TAO-the Independents

Political Secretary

CC: Christian Roques, Christian Linder, Stanislav Demirdjiev, Laurent Duluc.



Staff association of the European Commission

Lettre ouverte à M. Stephen Quest, Directeur général des ressources humaines.

**DEVOIR DE DILIGENCE ET RISQUES POUR LA SANTE AUDITIVE
CHANGEONS DE BRAQUET**

Bruxelles, le 2 février 2026

Monsieur le Directeur général, Monsieur Quest,

Nous souhaitons attirer votre attention, dans un esprit constructif et prospectif, sur le devoir de diligence de l'institution à l'égard des interprètes, et en particulier sur la protection de leur santé auditive — un risque professionnel reconnu et largement documenté dans le domaine de l'interprétation de conférence.

Les interprètes contribuent quotidiennement au bon fonctionnement de l'institution dans des environnements de travail en évolution rapide — en présentiel, en mode hybride et à distance — qui impliquent une exposition à des signaux sonores imprévisibles, cumulés et susceptibles, à terme, d'entraîner des atteintes auditives aiguës ou progressives. L'expérience en santé au travail montre que de tels risques peuvent se matérialiser même en l'absence d'incident technique clairement identifiable, **ce qui appelle une approche préventive et anticipative.**

C'est dans cet esprit de prévention et de responsabilité partagée que nous souhaitons soulever plusieurs préoccupations méthodologiques concernant l'analyse des risques actuellement menée par Modyva. Corriger ces limites à ce stade nous paraît être dans l'intérêt de l'institution, car cela permettrait d'anticiper d'éventuelles difficultés et de réduire le risque de voir émerger ultérieurement un problème de santé au travail plus visible.

Premièrement, l'analyse accorde une attention insuffisante au caractère non spécifique et souvent progressif des troubles auditifs et cognitifs associés à l'exposition au son numérique. Ces pathologies sont difficiles à détecter et à quantifier, en particulier lorsqu'elles se développent de manière cumulative ou subclinique. Une période d'observation limitée à quatre semaines est donc peu susceptible de mettre en

évidence de tels effets, pourtant largement documentés dans la littérature scientifique sur la santé auditive, et comporte un risque manifeste de sous-détection.

Deuxièmement, la méthodologie ne prévoit aucune évaluation structurée et quantifiable de l'état de santé perçu par les interprètes. Il s'agit là d'une lacune importante, dans la mesure où les risques liés à l'interprétation sur plateforme se manifestent fréquemment, dans un premier temps, par des symptômes subjectifs. Ceux-ci ne peuvent être évalués de manière adéquate sans le recours à des questionnaires validés et ne sont pas pris en compte par une approche limitée aux seuls paramètres acoustiques traditionnels.

Troisièmement, le caractère exclusivement prospectif de l'analyse, initiée uniquement après la mise en place de mesures de limitation de l'exposition, rend difficile l'établissement de conditions de référence pertinentes. En l'absence de prise en compte de l'exposition antérieure et de l'état de santé initial, il n'est pas possible de déterminer avec certitude si les mesures actuellement en vigueur sont efficaces, ni si des atteintes ont pu survenir sans avoir été formellement identifiées.

Pris dans leur ensemble, ces éléments limitent substantiellement les conclusions que l'on peut raisonnablement tirer de cette analyse. En particulier, l'absence d'effets détectés dans de telles conditions ne saurait être interprétée comme la preuve de l'absence de risque. Comme cela est bien établi en santé au travail, l'absence de preuve de nocivité ne constitue pas une preuve d'innocuité. Dans ces conditions, les résultats ne peuvent être considérés comme suffisamment robustes, reproductibles ou crédibles pour éclairer des décisions de politique en matière de santé et de prévention professionnelles. En particulier, les mesures de limitation de l'exposition ne devraient pas être assouplies, d'autant plus qu'aucune avancée

significative n'a été constatée en matière de qualité sonore et que l'utilisation de microphones agréés ne constitue pas une condition sine qua non pour la fourniture de services d'interprétation.

Dans ce contexte, le principe de précaution revêt une importance particulière. L'histoire de la santé au travail offre de nombreux exemples de risques dont les conséquences ne sont apparues pleinement qu'après une exposition prolongée et le passage du temps, souvent parce que les signaux précoces étaient diffus, difficiles à quantifier ou insuffisamment intégrés aux analyses de risques. Ces enseignements soulignent l'importance de traiter les atteintes potentielles de manière proactive plutôt que rétrospective, et de veiller à ce que des risques émergents ne soient pas involontairement normalisés au seul motif qu'ils ne sont pas immédiatement mesurables.

Nous sommes convaincus qu'une approche plus complète et collaborative — intégrant des périodes d'observation plus longues, des indicateurs subjectifs validés et des données relatives à l'exposition antérieure, ainsi que les résultats du projet d'investigation COMPRESSED actuellement mené à l'Institut Pasteur — renforcerait la capacité de l'institution à remplir son devoir de diligence tout en garantissant une utilisation durable des nouvelles technologies. **Nous nous tenons prêts à y contribuer de manière constructive.**

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de notre considération distinguée.

Raúl Trujillo

TAO-the Independents

José-Armando Tindon

TAO-the Independents

President

Political Secretary

CC: Christian Roques, Christian Linder, Stanislav Demirdjiev, Laurent Duluc.




Join TAO to reinforce the staff's action and to be informed on your rights!

TAO -The Independents

European Commission

Rue Joseph II, 70 – 1049 Bruxelles

+32 2 296 25 89 // rep-pers-tao@ec.europa.eu

TAO - The Independents



You receive this email because you are an official or agent of the European Commission and therefore listed in its formal directory.

TAO-The Independents is an official EC staff association. [Here](#) to unsubscribe. [Here](#) to view our Policy statement.